RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE — 3e Circonscription

Élections Législatives du 23 Juin 1968

Daniel MALARDÉ

Candidat présenté par le Centre Progrès Démocratie Moderne

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Nous nous sommes présentés à vos suffrages en mars 1967. C'est sans hésitation que la même équipe revient devant vous.

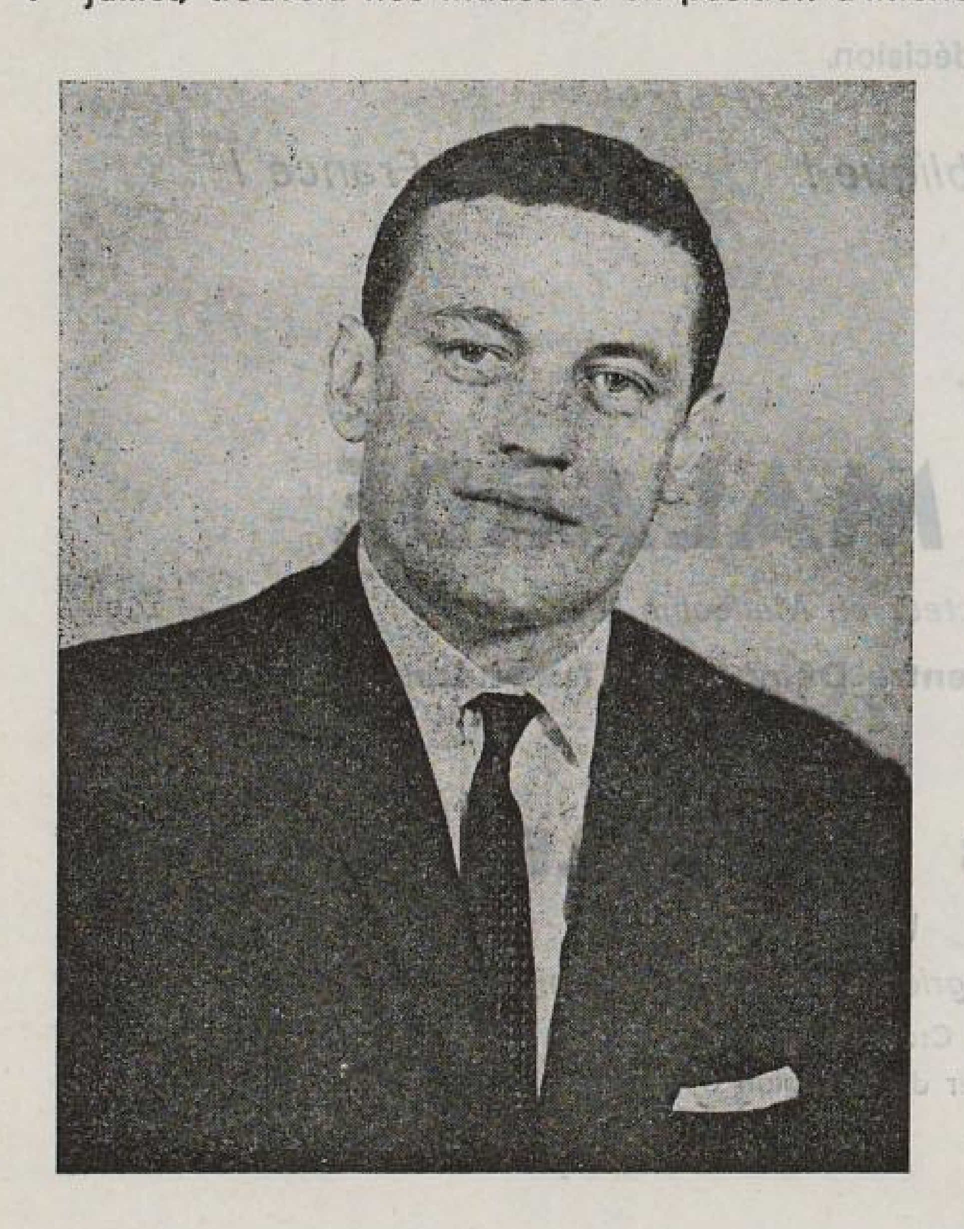
Nous avons toujours le même idéal de justice sociale, les mêmes opinions en ce qui concerne la nécessité d'une véritable démocratie sur le plan intérieur et la même foi en l'intérêt d'une Europe unie et capable à la fois de nous assurer un meilleur niveau de vie et de jouer sur la scène politique mondiale le contrepoids indispensable entre les deux grandes puissances.

Comme nous l'avons dit l'an dernier, nous pensons toujours que le pouvoir absolu confié à un seul homme ne peut engendrer que des erreurs qui, elles-mêmes, amènent l'anarchie.

Notre tort l'an dernier a été de le dire trop tôt. Hélas aujourd'hui, nous avons le triste privilège d'avoir pu démontrer entre temps que nous avions raison.

Dix ans de pouvoir quasi-absolu, confié à un homme disposant d'un gouvernement aux ordres et d'une majorité inconditionnelle ont amené la France dans ce chaos qui nous était promis, il y a un an et demi, si nous ne votions pas pour les candidats du pouvoir.

Les usines n'ont pu tourner depuis trois semaines. Le chômage grandissant menace un nombre de plus en plus grand de foyers. L'Université est en rebellion ouverte. L'inflation est inéluctable. Le Marché commun, le 1er juillet, trouvera nos industries en position d'infériorité encore plus accentuée. Nos réserves d'or et de devises présentées comme une des réussites du régime ont commencé à baisser. Le monde agricole pris entre la surproduction et la mévente en est réduit à descendre dans la rue pour faire valoir ses droits. La France entière est inquiète de son avenir.



Face à ce triste résultat de dix années de pouvoir Gaulliste, la Gauche se présente comme le seul remède et une Gauche engluée dans le Parti Communiste. Certains par intérêt, d'autres par idéal se laissent prendre à l'apparence de justice sociale dont se targuent les partis totalitaires.

Aucun Français, soucieux du patrimoine national, ne saurait admettre — quelque opinion qu'il puisse avoir sur les nationalisations ou sur la spoliation de la propriété privée prévue dans ces programmes — que notre pays tombe sous la dépendance de l'étranger.

Entre, d'une part, un gaullisme aveugle, enfermé dans sa tour d'ivoire, niant les réalités lorsqu'elles ne lui conviennent pas, professant des théories économiques et sociales du 19e siècle et, d'autre part, une Gauche asservie à l'étranger et dont l'idéal est la spoliation des économies durement amassées dans toute une vie de labeur, nous offrons à nos concitoyens la voie vers un gouvernement démocratique orienté vers une expansion économique assurant à chacun : bien-être matériel et promotion sociale.

Les faits, depuis quinze mois, nous ont donné raison. Nous espérons que les électeurs feront de même.

T. S. V. P.

La nouvelle génération, que **j'ai conscience de représenter**, doit, à son tour, **avoir le courage et le** droit de prendre ses responsabilités tant sur le plan POLITIQUE que sur les autres plans.

Notre programme vise à établir solidement **la STABILITÉ** dans le respect des institutions, la DÉMOCRATIE réelle et le progrès, une ÉCONOMIE saine et de PLEIN EMPLOI, le respect de la PERSONNE HUMAINE et, surtout, à promouvoir une véritable **politique sociale.**

Si vous m'accordez votre confiance, je lutterai pour la réalisation des objectifs suivants :

- Une ÉCONOMIE LIBÉRALE que l'État **ne** doit plus écraser sous le poids **de décrets abusifs et de charges excessives ;**
- Une assurance pour les Travailleurs de **la** SÉCURITÉ de l'EMPLOI et de la juste **rémunération** de leur travail, mais aussi pour les entreprises la possibilité de procéder aux investissements nécessaires, seuls capables d'assurer leur compétitivité sur le plan mondial et, notamment, à l'intérieur du Marché commun ;
- **Une AGRICULTURE PROSPÈRE, en expansion continue, assurant enfin aux exploitants la parité des prix demeurée une vaine promesse, leur permettant de trouver à l'intérieur de la Nation la place à laquelle ils ont droit ;**
- Un retour aux LIBERTÉS des COLLECTIVITÉS LOCALES, de nos communes, de plus en plus menacées, une contribution financière de l'État plus large en faveur des réalisations municipales, une DÉCENTRALISATION effective et contrôlée par les élus, décentralisation dont notre circonscription a tant besoin ;
- Une RÉFORME COMPLÈTE de l'Enseignement et de l'Université ;
- Une politique sociale accordant la priorité aux LOGEMENTS, aux HOPITAUX, aux ROUTES ;

  Notre pensée se tourne particulièrement vers le niveau de vie des FAMILLES, des personnes AGÉES, des Anciens Combattants, vers l'amélioration du sort de la FEMME par des lois appropriées ;
- Nous demandons enfin l'AMNISTIE totale pour les faits se rapportant à la guerre d'Algérie et, pour les rapatriés, L'INDEMNISATION ;

Enfin, nous voulons proclamer notre foi en l'avenir de l'EUROPE UNIE qui, seule, peut nous apporter la PUISSANCE, la PROSPÉRITÉ et la PAIX.

J'ai confiance en votre clairvoyance et en votre décision.

Vive la République ! *Vive la France !*

Daniel MALARDÉ

Docteur en Médecine

Vice-Président du Centre Démocrate d'Indre-et-Loire

Suppléant :

Louis GOUPILLE

Vétérinaire

Exploitant agricole au Grand-Pressigny

Croix de Guerre

Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le Candidat.

IMP. LE REVEIL LOCHOIS - LOCHES